

Rémy Malgouyres  
Le Bourg,  
63160,  
Égliseneuve près Billom,  
tél. : 04 73 68 97 85  
remy@remymalgouyres.eu

À M. Rodolphe Breard,  
Auditeur des systèmes d'information  
au service des contrôle,  
Commission Nationale Informatique et Liberté,

Madame la Présidente,  
Commission Nationale Informatique et Liberté,

3 place de Fontenoy,  
TSA 80715  
75334 Paris cedex 07

Le 4 février 2022

**Vos Réf: RBD/Décision n° 2022-011C**

**Mes Réfs: Mon Harcèlement Institutionnel**

Monsieur l'Auditeur,

En réponse à votre courrier joignant procès verbal, tout d'abord, je pense que ce contrôle est une "procédure bâillon" pour saturer et épuiser un lanceur d'alerte. En effet, les éléments que j'indique par cette réponse sont relativement évidents par l'analyse technique des sources du site internet que le contrôleur a pris soin de récolter.

Je vous informe que :

1. Comme je l'ai indiqué à M. Mouis Dutheillet de Lamotte par mon courriel répondant à son secrétariat, la publication des données à caractère personnel qui figurent sur le site sont à la fois nécessaires à la conduite d'une activité professionnelle, et pour laquelle il y a un intérêt légitime à publier ces informations, qui l'emporte sur les droits des personnes dont je publie les données.
2. Comme vous l'avez constaté par une analyse technique succincte, les sites internet que vous citez, qui sont évolutifs au cours du temps, mais d'architecture relativement simple, sont tous identiques (sauf erreur technique de propagation/synchronisation des données), et ils ne collectent aucune donnée personnelle. Les adresses *IP* sont automatiquement archivées pendant un temps dans les fichiers *logs* d'un serveur *apache*, avec la configuration des *logs* par défaut, sans qu'aucun traitement ne soit mis en oeuvre pour croiser les données d'*IP* avec d'autres données personnelles. Les données d'*IP* ne sont pas exploitées et ne font l'objet d'aucune extraction des *logs* ni traitement. L'article 13 de la *RGPD* est donc sans objet, s'agissant des traitements réalisés à partir du site internet.
3. Les données ont été collectées soit par un accès à d'autres sites qui ne relèvent pas de mes responsabilités, qui ont rendu ces données publiques, soit à des données accessibles à partir de l'intranet de mon employeur ou d'autres organismes auxquels j'ai légitimement accès en qualité de Professeur des Universités, et qui sont accessibles à certaines catégories de personnels sous la responsabilité de mon employeur, soit parce que ce sont des documents administratifs ou scientifiques qui me concernent directement, soit parce que j'ai reçu ces données en tant que destinataire d'une communication, à l'initiative des l'expéditeur.

5. Pour les données plus anciennes, je n'avais pas d'intention de diffuser ces données au moment où elles se sont accumulées dans ma boîte courriel. Pour les données plus récentes, j'ai eu une démarche de publier assez systématiquement, mais c'était transparent pour les personnes qui m'ont contacté. Les personnes qui m'ont interpellées sur la présence de leurs données personnelles ont été trop nombreuses pour que je puisse répondre à toutes, mais pour celles qui l'ont fait, elles ont protesté contre la publication des données, ou leur présence dans un fichier, mais n'ont pas interrogé le traitement. L'ai répondu que la mise en ligne visait la diffusion d'information utile pour un intérêt légitime. Vous trouverez votre propre courrier à l'*URL* :

<https://malgouyres.io/my-problems/controle-de-la-cnild/controle-de-la-cnild.pdf>

6. Les données subies n'ont subi aucun autre traitement que le transfert sur un serveur à des fins de mises en lignes, par un canal sécurisé par *SSL*, ou encore l'organisation d'adresses courriel en listes de diffusion à des fins légitimes. Certains documents ont subi une occultation d'une partie pour préserver certains aspects confidentiels ou personnels, soit à la demande des personnes concernées, soit de mon initiative. Cette occultation est alors faite par traitement d'image (dessin d'un rectangle plein de couleur unie), sans aucune volonté de dissimuler l'altération du document ou de tromper.
7. Je n'ai pas constaté ni été informé de violation de données à caractère personnel. En tout état de cause, les données qui sont sur le serveur ne font l'objet d'aucun traitement, et sont donc réduites aux données telles qu'elles sont accessibles sur internet. Il est donc difficile d'imaginer ce qui pourrait, dans ces conditions, constituer une violation de données à caractère personnel.
8. Les données ont été transférées à l'étranger sans préjudice pour les droits des personnes concernées. Je n'ai pas reçu de demande de rectification des données, et les personnes disposent automatiquement du droit d'accès sur le site. En tout état de cause, je n'ai pas cherché à altérer les données brutes, qu'il s'agisse de documents ou de communications.

Restant à votre disposition pour fournir des informations complémentaires, je vous prie d'agréer, Madame la Procureure Générale, l'expression de ma Considération Respectueuse.



Rémy MALGOUYRES  
Professeur à l'Université Clermont Auvergne

**Betreff:** Re: Courrier RAL211021  
**Von:** Rémy Malgouyres <remy@remymalgouyres.org>  
**Datum:** 15/09/2021 à 14:00  
**An:** JENNEQUIN Véronique <vjennequin@cnil.fr>

À Monsieur Mouis Dutheillet de Lamotte,

Secrétaire Général de la CNIL,

Je suis en complet désaccord avec votre point de vue qu'"il ne semble pas que la publication de ces données soit nécessaire à la conduite d'une activité professionnelle ou d'une activité pour laquelle 'l'intérêt légitime' qu'il y aurait à publier ces informations l'emporterait sur les droits des personnes dont vous publiez les données.

Si, à la suite d'un examen du site internet, vous persistez dans votre analyse, je vous invite effectivement à engager des procédures de droit au titre de la RGPD et par la loi du 6 janvier 1978 modifié.

Je vous invite à prendre connaissance d'un ensemble de démarches et procédures en cours relativement à ces données qui, pour la bonne administration de la justice, devraient selon moi être liées par leurs conclusions à un éventuel contentieux avec la CNIL.

[https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces\\_FichiersToutesDates\\_htmlTriNom.html?filtre=procureur](https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces_FichiersToutesDates_htmlTriNom.html?filtre=procureur)

[https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces\\_FichiersToutesDates\\_htmlTriNom.html?filtre=conseil%20etat](https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces_FichiersToutesDates_htmlTriNom.html?filtre=conseil%20etat)

[https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces\\_FichiersToutesDates\\_htmlTriNom.html?filtre=presse](https://malgouyres.me/my-problems/baseDeDonneesPiecesDossiers/tables-html/tableDesPieces_FichiersToutesDates_htmlTriNom.html?filtre=presse)

Voir aussi :

<https://rmalgouyres.org/my-problems-textes-de-droit#textes-principes-liberte-d-expression>

Am 15/09/2021 um 10:48 schrieb JENNEQUIN Véronique:

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un courrier de Monsieur le Secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Les services de la Commission se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Cordialement,

■ **JENNEQUIN Véronique**

Assistante juridique | Service des contrôles - RH, santé, affaires publiques  
01 53 73 22 76 | [vjennequin@cnil.fr](mailto:vjennequin@cnil.fr) | [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)